



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948.)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 31 JUILLET 1948

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JULY 31st, 1948

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés; d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
21991 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
21991 — 1-52

Lettres patentes

Aberton Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit juin 1948, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, de la cité de Montréal, Samuel E. Schwisberg et Cyril E. Schwisberg, avocats, tous deux de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce général de tous genres de vêtements pour hommes, femmes, bébés et enfants, de produits textiles et d'appareils électriques, ferronnerie et outillage, sous le nom de "Aberton Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires est limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à 3167 ouest, rue Ste-Catherine, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Letters Patent

Aberton Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1948, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, of the city of Montreal, Samuel E. Schwisberg, and Cyril E. Schwisberg, advocates, both of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To generally deal in all forms of men's, ladies', infants' and children's wear, of textiles, and in electrical appliances, hardware, machinery and equipment, under the name of "Aberton Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 250 preferred shares of the par value of \$100 each, and 150 common shares at the par value of \$100 each.

The number of shareholders is limited to twenty.

The head office of the company will be at 3167, St. Catherine St. West, city of Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Ant. Bernier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juillet 1948, constituant en corporation: Raoul Bernier, industriel, Dame Denyse Morasse Bernier, épouse contractuellement séparée de biens de Raoul Bernier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Sillery, et Cyrille Légaré, comptable, de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer les opérations et faire affaires comme fabricants, marchands ou négociants, soit en gros ou en détail, d'automobiles, camions, tracteurs, aéroplanes, motocyclettes, yachts, canots, bicyclettes, voitures et véhicules-moteurs, radios, batteries, appareils électriques de tous genres, gasoline, huiles, graisses, pneus, chambres à air, articles de caoutchouc et accessoires, et généralement faire le commerce de tous tels articles et accessoires s'y rapportant, sous le nom de "Ant. Bernier Inc.", avec un capital de \$150,000 divisé en 1,500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 59, rue St-Roch, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Barbeau Glass Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin 1948, constituant en corporation: Lucien Barbeau, Raymond Barbeau, vitriers, et Roger Duclos, commis, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, faire le commerce de vitres, verres, pierres, pierres précieuses, et autres substances de même nature et pouvant être utilisées en rapport avec les objets ci-dessus, sous le nom de "Barbeau Glass Ltd.", avec un capital de \$30,000 divisé en 3,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Bijouterie Lamothe Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin 1948, constituant en corporation: Robert Lamothe, gérant, de La Tuque, Edmond Hector Lamothe, bijoutier, Maurice Lamothe, gérant, Thérèse Lamothe et Gisèle Lamothe, secrétaires, filles majeures, tous quatre de Shawinigan, et tous du district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Ant. Bernier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1948, incorporating: Raoul Bernier, manufacturer, Dame Denyse Morasse Bernier, wife separate as to property by marriage contract of Raoul Bernier, and duly authorized by him for the purposes hereof, both of Sillery, and Cyrille Légaré, accountant, of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on and engage in the trade and business of manufacturers of and merchants and dealers, whether wholesale or retail, in automobiles, trucks, tractors, planes, motorcycles, yachts, canoes, bicycles, vehicles, motor vehicles, radios, batteries, electric appliances of all kinds, gasoline, oil, grease, tires, inner tubes, rubber goods and accessories, and deal generally in the said articles and all accessories connected therewith, under the name of "Ant. Bernier Inc.", with a capital stock of \$150,000 divided into 1,500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 59 St. Roch Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Barbeau Glass Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1948, incorporating: Lucien Barbeau, Raymond Barbeau, dealers in glass, and Roger Duclos, clerk, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and deal in glass, glasses, stones, precious stones and other substances of a like nature and capable of being used in connection with the foregoing objects, under the name of "Barbeau Glass Ltd.", with a capital stock of \$30,000 divided into 3,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Bijouterie Lamothe Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1948, incorporating: Robert Lamothe, manager, of La Tuque, Edmond Hector Lamothe, jeweller, Maurice Lamothe, manager, Thérèse Lamothe and Gisèle Lamothe, secretaries, spinsters, all four of Shawinigan, and all of the judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

Faire le commerce, en gros et en détail, manufacturer, importer, exporter et distribuer tous les produits communément vendus dans les magasins désignés sous le nom général de "Bijouterie".

Faire le commerce de souvenirs, menus articles de toutes sortes, journaux, revues, livres, bric-à-brac, agir comme bijoutier, quincaillier, marchand d'articles de toilette, de parfums de toutes sortes, de remèdes brevetés ou patentés, d'appareils et accessoires électriques de toutes sortes, de poêles, radios, phonographes, réfrigérateurs, grille-pains, chaufferettes, d'articles manufacturés en tout ou en partie de papier, plastique, métal, bois, cuir, verre, d'instruments de musique, de marchandise sèche et de vêtements de toutes sortes, ainsi que d'articles de sport, sous le nom de "Bijouterie Lamothe Ltée", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Chez Leo Incorporated

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois juin 1948, constituant en corporation: Leopold Silber, Morris Cohen, marchands, et Jennie Silber, épouse séparée de biens de Leopold Silber et dûment autorisée par lui à cet effet, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands et négociants, en gros et en détail, de vêtements pour hommes, dames et enfants, fourrures, chapeaux, robes, lingerie, marchandises sèches, marchandises à la verge, lainages, tissus, fournitures pour hommes et dames, cravates, chemises, bottes, chaussures, sous-vêtements, marchandises tricotées, carpettes, tapis ciré, meubles et fournitures de maison, poêles, brûleurs à l'huile, radios, instruments de musique, phonographes, lessiveuses, appareils électriques, pneus et accessoires d'automobiles et tous autres objets et marchandises se rapportant aux articles ci-dessus mentionnés, ainsi que la bijouterie, coutellerie et vaisselle, sous le nom de "Chez Leo Incorporated", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Christine Sportswear Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente juin 1948, constituant en corporation: Victor Shanefield, Vernon Shimotakahara, manufacturiers, Joseph Feldgaier, comptable public enregistré et John J. Gotlieb, avocat, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, vendre en gros et en détail, ou l'un ou l'autre, des vêtements prêts à porter, faits sur commande

To deal, wholesale and retail in, manufacture, import, export and distribute all products usually sold in a store known generally as a "Jewellers".

To deal in souvenirs, small wares of all kinds, newspapers, reviews, books, bric-a-brac; act as jeweller, hardware dealer and dealer in toilet articles, perfume of all kinds, patent or other medicine, electric appliances and fixtures of all kinds, stoves, radios, phonographs, refrigerators, toasters, heaters, articles manufactured in whole or in part from paper, plastic, metal, wood, leather, glass; musical instruments; dry-goods and wearing apparel of all kinds, and also sporting goods, under the name of "Bijouterie Lamothe Ltée", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Shawinigan, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Chez Leo Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1948, incorporating: Leopold Silber, Morris Cohen, merchants, and Jennie Silber, wife separate as to property of Leopold Silber and duly authorized by him to this effect, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as merchants and traders, both wholesale and retail, in men's, ladies' and children's clothing, furs, hats, dresses, lingerie, dry goods, goods by the yard, woollens, fabrics, men's and ladies' furnishings, ties, shirts, boots, shoes, underwear, knitted goods, carpets, oil cloth, household furniture and furnishings, stoves, oil burners, radios, musical instruments, gramophones, washing machines, electrical appliances, automobile tires and accessories, and all other wares and merchandise in connection with the aforementioned items, as well as jewellery, cutlery and dishes, under the name of "Chez Leo Incorporated", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Christine Sportswear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1948, incorporating: Victor Shanefield, Vernon Shimotakahara, manufacturers, Joseph Feldgaier, registered Public Accountant, and John J. Gotlieb, advocate, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, selling wholesale and retail, or either, ready-to-wear, custom made and made-to-measure wearing

et faits sur mesures de toutes descriptions pour hommes, femmes et enfants ou aucun d'eux;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de laine, cuir, coton, cotonnades, lainages, soieries, toiles, marchandises sèches et vêtements de toute sorte, sous le nom de "Christine Sportswear Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Compton Lumber Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juin 1948, constituant en corporation: Jacques de Billy, avocat, de Lévis, Gilles de Billy, avocat, et Jean-Baptiste Brown, comptable, ces deux derniers de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bois, manufacturer, acheter, vendre, importer et exporter toutes sortes de produits, d'articles et de marchandises en bois et en faire le commerce, et particulièrement toutes opérations généralement quelconques se rapportant directement ou indirectement à l'industrie ou au commerce de bois, sous le nom de "Compton Lumber Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Convoy Silks Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux juillet 1948, constituant en corporation: Gabriel Gold, marchand, Belle Tafler Gold, épouse séparée de biens dudit Gabriel Gold et autorisée par lui, Dame Ray Leven-crown, épouse séparée de biens de Moses Leven-crown, vendeur, et dûment autorisée par lui et Philip S. Garonce, avocat, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les commerces de manufacturiers et marchands et négociants de tous tissus textiles de toutes sortes, cellulose, celluloïde ou autres matières semblables, vêtements et habits pour hommes, dames et enfants, sous le nom de "Convoy Silks Ltd.", avec un capital de \$35,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1449 rue St-Alexandre, en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

apparel of all descriptions for men, women and children, or any of them;

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, leather, cotton, cotton fabrics, woollens, silks, linens, dry goods and clothing of every sort, under the name of "Christine Sportswear Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Compton Lumber Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1948, incorporating: Jacques de Billy, advocate, of Lévis, Gilles de Billy, advocate and Jean-Baptiste Brown, accountant, these two latter of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in lumber, manufacture, buy, sell, import and export all sorts of products, articles and merchandise made of wood and deal with the same, and in particular engage generally in all operations connected directly or indirectly with the lumber industry or trade, under the name of "Compton Lumber Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Convoy Silks Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1948, incorporating: Gabriel Gold, merchant, Belle Tafler Gold, wife separate as to property of the said Gabriel Gold and by him authorized, Dame Ray Leven-crown, wife separate as to property of Moses Leven-crown, salesman, and by him duly authorized, and Philip S. Garonce, advocate, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the businesses of manufacturers and dealers of and in all textile fabrics of all kinds, cellulose, celluloïd, or other similar material, men's, ladies' and children's wearing apparel and clothing, under the name of "Convoy Silks Ltd.", with a capital stock of \$35,000 divided into 100 common shares of \$100 each, and 250 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1449 St. Alexander Street, in the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Crèmerie St-Jérôme Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juillet 1948, constituant en corporation: Emile Casavant, bourgeois, de Granby, Oscar Casavant, industriel, de St-Paul d'Abbotsford, tous deux du district judiciaire de Bedford, et Fernand Casavant, industriel, de Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Acheter, emmagasiner, entreposer, vendre, distribuer et faire le commerce du lait et de tous autres produits laitiers et de tous les produits qui peuvent être obtenus du lait et ses sous-produits et de tous les articles ou produits dont le lait est une partie constituante et de tous les autres produits dérivés, sous le nom de "Crèmerie St-Jérôme Ltée", avec un capital de \$75,000 divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 621G, rue Saint-Georges, en la ville de Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le six juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Distribution Moderne Ltée
Modern Distribution Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf juin 1948, constituant en corporation: Emé Lacroix, C.R., avocat, de Ville Mont-Royal, Emile Pelletier, avocat, de Lachine, et Marcelle Langlois, sténographe, fille majeure, de la cité de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, vendre au gros ou au détail des tabacs, bonbons, papiers, accessoires de fumeurs, menus articles, épicerie, produits de charcuterie ou de confiserie ou des articles habituellement vendus dans les librairies, sous le nom de "Distribution Moderne Ltée" — "Modern Distribution Ltd", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions communes d'une valeur de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

E. Tousignant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin 1948, constituant en corporation: Lionel Turcotte, marchand, Dame Emma Tousignant, épouse contractuellement séparée de biens de Lionel Turcotte, tous deux de Saint-Lambert, et Roger McCutcheon, notaire, de la cité de Longueuil, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir par achat, vente, échange, bail ou autrement des terres, bâtisses ou autres propriétés immobilières, et généralement agir comme agent d'immeubles et exercer tous autres pouvoirs nécessaires ou utiles aux fins ci-dessus, sous le nom de "E. Tousignant Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Crèmerie St-Jérôme Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of July, 1948, incorporating: Emile Casavant, gentleman, of Granby, Oscar Casavant, manufacturer, of St-Paul d'Abbotsford, both of the judicial district of Bedford, Fernand Casavant, manufacturer, of Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To purchase, store, keep in storage, sell, distribute and deal in milk and all other dairy products, all products which may be derived from milk and its by-products, and all articles or products of which milk forms a component part and all other by-products, under the name of "Crèmerie St-Jérôme Ltée", with a capital stock of \$75,000 divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 621G Saint Georges Street, in the Town of Saint Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of July, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Distribution Moderne Ltée
Modern Distribution Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1948, incorporating: Emé Lacroix, K.C., advocate, of the town of Mount Royal, Emile Pelletier, advocate, of Lachine, and Marcelle Langlois, stenographer, spinster, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and sell, both wholesale and retail, tobacco, candies, stationery, smokers' supplies, small wares, groceries, cooked meats or confectionery or goods usually sold in stationery stores, under the name of "Distribution Moderne Ltée" — "Modern Distribution Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 common shares of a value of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

E. Tousignant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1948, incorporating: Lionel Turcotte, merchant, Dame Emma Tousignant, wife separate as to property by marriage contract of Lionel Turcotte, both of Saint Lambert, and Roger McCutcheon, notary, of the city of Longueuil, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, sale, exchange, lease or otherwise, lands, buildings or other immovable properties, and act generally as real estate agent, and exercise all other powers, necessary or useful for the foregoing purposes, under the name of "E. Tousignant Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera dans la ville de Jacques Cartier, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juin 1948.

L'Assistant-procureur général.

L. DÉSILETS.

Excelsior Woollen Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize juin 1948, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, Phyllis Wharton, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Westmount, et Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, importer, exporter et autrement faire le commerce de lainages, cotonnades, rayon, soieries, textiles et marchandises à la verge de toutes sortes, sous le nom de "Excelsior Woollen Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1948.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Forestville Recreation Club Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze juin 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Leonard Stanners, surintendant-mécanicien, Frank Turcot, ingénieur résidant, et Théodore Caron, chef forestier, tous de Forestville, district judiciaire de Saguenay, pour les objets suivants:

Organiser, diriger et mener des activités patriotiques, charitables, sociales, récréatives, athlétiques ou sportives parmi les officiers, employés et associés de "Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills, Limited", sous le nom de "Forestville Recreation Club Inc."

Les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux d'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté.

Le montant auquel est limité la valeur (ou le revenu annuel) des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la compagnie sera à Forestville, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juin 1948.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS,

Harvard Products Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept juin 1948, constituant en corporation: Eli Brown, manufacturier, Doris Garfield Brown, ménagère, épouse séparée de biens de Eli Brown, et Frederick Garfield, manu-

The head office of the company will be in the town of Jacques Cartier, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Excelsior Woollen Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1948, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, Phyllis Wharton, secretary, spinster, both of the city of Westmount, and Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, import, export and otherwise deal in woollens, cottons, rayon, silks, textiles and yards of all kinds, under the name of "Excelsior Woollen Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Forestville Recreation Club Inc.

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of June, 1948, incorporating without share capital: Leonard Stanners, mechanical superintendent, Frank Turcot, resident engineer, and Théodore Caron, chief forester, all of Forestville, judicial district of Saguenay, for the following purposes:

To organize, conduct and manage patriotic, charitable, social, recreational, athletic or sporting activities among the officers, employees and associates of "Anglo-Canadian Pulp and Paper Mills, Limited", under the name of "Forestville Recreation Club Inc."

The powers granted do not permit gambling games, games of chance or games of chance and skill mixed.

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Forestville, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Harvard Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1948, incorporating: Eli Brown, manufacturer, Doris Garfield Brown, housewife, wife separate as to property of Eli Brown, and Frederick Garfield, manufacturer, all of the city of

facturier, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fabriquer, produire, et négocier toutes sortes de bijouterie, bracelets, montres, briquets, diamants, pierres précieuses, sous le nom de "Harvard Products Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

H. C. Shefler, Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux juin 1948, constituant en corporation: Charles Shefler, entrepreneur général, David Norman Shefler, étudiant, et Allan Marcus, avocat et procureur, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "H. C. Shefler, Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à 4379 rue Drolet, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Henri Aubut Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juin 1948, constituant en corporation: Henri Aubut, Georges Blais, plâtriers, Antoinette Dion Aubut, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Henri Aubut et dûment autorisée par lui, tous de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir généralement comme plâtriers, ou entrepreneurs plâtriers, peintres ou entrepreneurs-peintres, maçons ou entrepreneurs-maçons, poseurs de stucco, latteurs, comme contracteurs généraux, remplir les fonctions d'experts et spécialistes dans les ouvrages de plâtres, stucco, grafted et peinture;

Agir comme entrepreneurs généraux ou constructeurs, exécuter des travaux en sous-contrat ou faire exécuter des sous contrats par des entrepreneurs;

Faire le commerce en gros ou en détail de matériaux de construction et de quincaillerie, sous le nom de "Henri Aubut Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, producing, and dealing in all kinds of jewellery, bracelets, watches, lighters, diamonds, precious stones, under the name of "Harvard Products Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 preferred shares having a par value of \$100 each, and 10,000 common shares having a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

H. C. Shefler, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1948, incorporating: Charles Shefler, general contractor, David Norman Shefler, student, and Allan Marcus, barrister and solicitor, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business as builders and contractors, under the name of "H. C. Shefler, Inc.", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The number of shareholders shall be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at 4379 Drolet Street, in the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Henri Aubut Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1948, incorporating: Henri Aubut, Georges Blais, plasterers, Antoinette Dion Aubut, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Henri Aubut and duly authorized by him, all of the city of Québec, judicial district of Québec, for the following purposes:

To act generally as plasterers, or as plastering contractors, painters or painting contractors, masons or masonry contractors, stucco worker, lathers; and as general contractors, fulfill the duties of experts and specialists in plastering, stucco, grafted and painting works;

To act as general contractors or builders, perform works under sub-contract or have work done under sub-contract by contractors;

To deal, wholesale and retail, in building requisites and hardware, under the name of "Henri Aubut Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Cie René Beaudet d'Arvida Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juin 1948, constituant en corporation: J.-R.-René Beaudet, négociant, Patrick Rock, mécanicien, et Dame Cécile Rock Beaudet, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit J.-R.-René Beaudet et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous d'Arvida, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, producteurs, commerçants, marchands, importateurs, exportateurs, agents-manufacturiers, agents à commission ou autrement, courtier au gros ou au détail d'objets de matériel de toutes sortes, en bois, en métal, tissus, plastique, caoutchouc, verre, peintures, huiles, d'articles scolaires, municipaux, religieux, de bureau, de ménage d'ameublement, d'argenterie, de coutellerie, de bijouterie, d'objets d'arts et d'ornementation, d'appareils et accessoires électriques, de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "La Cie René Beaudet d'Arvida Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Cie René Beaudet d'Arvida Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1948, incorporating: J. R. René Beaudet, trader, Patrick Rock, mechanic, and Dame Cécile Rock Beaudet, housewife, wife separate as to property by marriage contract of the said J. R. René Beaudet and duly authorized by him for the purposes hereof, all of Arvida, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, producers, dealers in, merchants, importers, exporters, manufacturers' agents, commission agents of otherwise, wholesale or retail broker for articles made of materials of all kinds, wood, metal, fabrics, plastics, rubber, glass, paints, oil; school municipal, religious, office or household effects, furniture, silverware, cutlery, jewellery, works of art and ornaments, electric appliances and fixtures of all kinds and descriptions, under the name of "La Cie René Beaudet d'Arvida Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L'Artisanat de Sainte-Hélène de Breakeyville Limitée

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf juin 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Dame veuve Wilfrid Gagné, née Obéline Bussièrès, Dame Louis Cantin, née Marie-Anna Roberge, et Dame Honoré Carrier, née Adélaïde Cantin, ces deux dernières autorisées par leur mari respectif, toutes de Sainte-Hélène-de-Breakeyville, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Se réunir fréquemment, s'entraider, et participer à des travaux d'artisanat de tout genre, tels le tissage, le filage, le tricottage, la couture, la broderie, la dentelle;

Faciliter aux membres la vente et l'échange de leurs travaux manuels, créer entre elles de l'émulation par la participation à des concours et à des expositions, organiser de la publicité sous toutes formes, sous le nom de "L'Artisanat de Sainte-Hélène-de-Breakeyville Limitée".

Le montant auquel seront limités les biens immobiliers sera de \$5,000;

Le siège social de la corporation sera à Sainte-Hélène-de-Breakeyville, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Lemax Holdings Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par

L'Artisanat de Sainte-Hélène de Breakeyville Limitée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Dame Widow Wilfrid Gagné, née Obéline Bussièrès, Dame Louis Cantin, née Marie-Anna Roberge, and Dame Honoré Carrier, née Adélaïde Cantin, these two latter duly authorized by their respective husband, all of Sainte-Hélène-de-Breakeyville, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To meet frequently, render mutual assistance and participate in works of handicraft of all kinds, such as weaving, spinning, knitting, sewing, embroidering and lace making;

To provide facilities for the members of selling and exchanging their handicraft, to create a spirit of rivalry amongst them by the participation in competitions and exhibitions and to organize advertising in all lines of same, under the name of "L'Artisanat de Sainte-Hélène-de-Breakeyville Limitée".

The amount to which the immovable property will be limited will be \$5,000.

The head office of the corporation will be at Sainte-Hélène-de-Breakeyville, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lemax Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Mo-

M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douze juin 1948, constituant en corporation: Leon D. Crestohl, Max Crestohl, avocats et A. Henry Crestohl, gérant, tous de la cité d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de biens immobiliers, lots, propriétés et bâtisses;

Négocier des actions, titres, bons, débetures, actions-débetures, obligations, valeurs et autres titres de créance sous le nom de "Lemax Holdings Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 900 actions privilégiées de \$100 chacune et en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L'Hôpital Saint-Augustin

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un juin 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Monseigneur Ferdinand Vandry, recteur de l'Université Laval, Charles Vézina, médecin, Doyen de la Faculté de Médecine, de la même Université, M. l'abbé Alphonse Giroux, René Bourboin, en religion Révérend Cléophas, de l'Ordre Hospitalier de St-Jean-de-Dieu, Thomas Tremblay, juge des Sessions de la Paix du district de Québec, tous de la cité de Québec, Hervé Baribeau, industriel, de la cité de Lévis, et Yves Prévost, avocat et Conseil en Loi du Roi, de la ville de Beauport, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Sans intention de faire un gain pécuniaire pour les membres de la Corporation mais dans un but purement charitable et philanthropique;

Fonder, construire, gérer et administrer un hôpital qui sera situé à Québec ou dans les environs pour recevoir les personnes atteintes de maladies chroniques, ainsi que les autres malades que la corporation pourra décider d'admettre selon les circonstances, sous le nom de "L'Hôpital Saint-Augustin".

La valeur maximum des immeubles que la Corporation pourra posséder est fixé à \$5,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L'Oeuvre des Terrains de Jeux d'Almaville

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin 1948, constituant en corporation sans capital-actions: M. l'abbé Georges Caron, prêtre-curé, d'Almaville-en-Haut, Georges Trudel, rentier, de Shawinigan, M. l'abbé Arthur Jacob, prêtre-curé, d'Almaville-en-Bas, Henri-Paul Robitaille, mécanicien, Arthur St-Arnaud, menuisier, Rosaire Jacques, soudeur, et Maurice Dufresne, ass.-contremaître, ces quatre derniers d'Almaville, tous du district

risset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of June, 1948, incorporating: Leon D. Crestohl, Max Crestohl, advocates, and A. Henry Crestohl, manager, all of the city of Outremont, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, lots, properties and buildings;

Deal in shares, stocks, bonds, debentures, debenture stocks, obligations, securities and other evidences of indebtedness, under the name of "Lemax Holdings Inc.", with a capital stock of \$100,000 divided into 900 preferred shares of \$100 each, and 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L'Hôpital Saint-Augustin

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Monsignor Ferdinand Landry, Rector of the Laval University, Charles Vézina, physician, Dean of the Faculty of Medicine of the same University, the Rev. abbé Alphonse Giroux, René Bourboin, in religion reverend Cleophas, of the "Ordre Hospitalier de St-Jean-de-Dieu", Thomas Tremblay, judge of the Sessions of the Peace for the district of Quebec, all of the city of Quebec, Hervé Baribeau, manufacturer, of the city of Lévis, and Yves Prévost, advocate and King's Counsel, of the town of Beauport, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

With no intention of making any pecuniary gain for the members of the Corporation but for a strictly charitable and philanthropic purpose:

To found, build, manage and conduct a hospital to be situate in Quebec or in the vicinity thereof, for the purpose of admitting persons suffering from chronic maladies, as well as other sick people who the Corporation may decide to admit according to circumstances, under the name of "L'Hôpital Saint-Augustin".

The maximum value of the immovable property which the corporation may possess is fixed at \$5,000,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L'Oeuvre des Terrains de Jeux d'Almaville

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: the Rev. abbé Georges Caron, parish priest, of Almaville-en-Haut, Georges Trudel, annuitant, of Shawinigan, the Rev. abbé Arthur Jacob, parish-priest, of Almaville-en-Bas, Henri-Paul Robitaille, mechanic, Arthur St-Arnaud, joiner, Rosaire Jacques, welder, and Maurice Dufresne, assistant-foreman, these four latter of Almaville, all of the

judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Réunir les enfants, jeunes gens, jeunes filles et adultes, dans un but de récréation et d'amusements, et s'occuper de leur formation religieuse, morale, sociale, nationale, patriotique, charitable, scientifique, artistique, professionnelle, athlétique et sportive; assumer la responsabilité de l'organisation et de la régie des terrains de jeux et des autres lieux de récréation et d'amusements qui pourraient lui être confiés par la municipalité ou les autres pouvoirs publics, sous le nom de "L'Oeuvre des Terrains de Jeux d'Almaville."

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt-cinq mille dollars.

Le siège social de la corporation sera à Almaville, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juin 1948.

L'Assistant-procureur général.
L. DÉSILETS.

Martin & Sands Co.

Avis est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente juin 1948, constituant en corporation: Douglas Arthur Martin, Oliver Sewell Sands, agents de manufacturiers, Ben Steinberg et Simon Steinberg, marchands, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents pour la vente d'étiquettes, imprimerie, lithographie, accessoires en papier, rubans gommés, machines pour ruban gommé, humidificateurs et étiquettes tissées;

Manufacturer ou agir comme entrepreneurs pour la fabrication de vêtements de toute sorte et exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description, sous le nom de "Martin & Sands Co.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1948.

L'Assistant-procureur général.
L. DÉSILETS.

**Milk for Health, Incorporated
La Santé par le Lait, Incorporée**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt-deux juin 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Francis E. Cousins, distributeur de lait, Walter D. Lowe, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, Léonard Roy, secrétaire, de Verdun, tous trois du district judiciaire de Montréal, et John K. Dickson, fermier, d'Ormstown, district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

L'amélioration de la santé publique par la consommation augmentée et par la réalisation de la valeur diététique du lait au moyen de campagnes éducatives du public à l'aide des journaux, de

judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To assemble children, young men, young girls and adults, for the purpose of recreation and amusement, and to interest itself in their religious, moral, social, national, patriotic, charitable, scientific, artistic, professional and athletic training as well as sports; to assume the responsibility of the organization and supervision of playgrounds and other premises of recreation and amusement which may be confined to it by the municipality or other public authorities, under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux d'Almaville".

The amount to which the immovable properties (or the annual revenue therefrom) which the corporation may possess is to be limited, is twenty-five thousand dollars.

The head office of the corporation will be at Almaville, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Martin & Sands Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the thirtieth day of June, 1948, incorporating: Douglas Arthur Martin, Oliver Sewell Sands, manufacturer's agents, Ben Steinberg and Simon Steinberg, merchants, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of agents for the sales of labels, printing, lithographing, paper supplies, gum tapes, machines for dispensing gum tapes, moisteners, and woven labels;

To manufacture or to act as contractors for the manufacturing of clothing of every sort and to carry on the business of manufacturing, buying and selling clothing of every description, under the name of "Martin & Sands Co.", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Milk for Health, Incorporated
La Santé par le Lait, Incorporée**

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, represented by Mr Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-second day of June, 1948, incorporating without share capital: Francis E. Cousins, milk distributor, Walter D. Lowe, secretary, both of the city of Montreal, Léonard Roy, secretary, of Verdun, all three in the judicial district of Montreal, and John K. Dickson, farmer, of Ormstown, judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

The improvement of public health by increased consumption and a greater realization of the dietary value of milk, through various kinds of public educational campaigns in newspapers, films

films et de la radio et par tous autres moyens de publicité, sous le nom de "Milk for Health, Incorporated" — "La Santé par le Lait, Incorporée".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Monlac Construction Limitée
Monlac Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1948, constituant en corporation: Gérald Ménard, boulanger, Emmanuel Laurin, barbier, et Philippe Pharand, boucher, tous de Lachute, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de contracteurs généraux pour la construction, réfection, amélioration de bâtisses, ponts, chemins, fossés, canaux et tous autres commerces nécessairement ou implicitement reliés à iceux, sous le nom de "Monlac Construction Limitée" — "Monlac Construction Limited", avec un capital de \$49,000 divisé en 4,900 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Noranda Bread Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-huit juin 1948, constituant en corporation: Max Julius Garmaise, avocat, Rex H. Smith, comptable, tous deux de Rouyn et Nick Janhevich, boulanger, de la cité de Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à boulanger et vendre du pain, des pâtisseries et produits semblables dans la cité de Noranda et ses environs, sous le nom de "Noranda Bread Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Ogden Construction Company

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize juin 1948, constituant en corporation: Samuel E. Schwisberg, conseil en

and by radio, and through other media of publicity, under the name of "Milk for Health, Incorporated" — "La Santé par le Lait, Incorporée".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Monlac Construction Limitée
Monlac Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1948, incorporating: Gérald Ménard, baker, Emmanuel Laurin, barber, and Philippe Pharand, butcher, all of Lachute, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors for the building, rebuilding and improvement of buildings, bridges, roads, ditches, canals and to engage in any other business necessarily or implicitly related thereto, under the name of "Monlac Construction Limitée" — "Monlac Construction Limited", with a capital stock of \$49,000 divided into 4,900 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Lachute, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Noranda Bread Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of June, 1948, incorporating: Max Julius Garmaise, advocate, Rex H. Smith, accountant, both of Rouyn, and Nick Janhevich, baker, of the city of Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To carry on the business of baking and selling bread, pastry and similar products in the city of Noranda and its environs, under the name of "Noranda Bread Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the city of Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Ogden Construction Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1948, incorporating: Samuel E. Schwisberg, King's Counsel, Cyril E. Schwisberg, advo-

loi du Roi, Cyril E. Schwisberg, avocat, tous deux de la cité d'Outremont, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de construction, sous le nom de "Ogden Construction Company", avec un capital de \$100,000 divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The Goodwill Boys Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un juin 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Harry Morris Stern, gérant, Jack Lyon Stern, gérant de crédit, et Sydney Feil, manufacturier, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir, organiser, diriger et administrer une organisation de charité sans intention de gain pécuniaire;

Rédiger et adopter une constitution et des règlements, règles et ordonnances, sous le nom de "The Goodwill Boys Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur (ou le revenu annuel) des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

United Trucking Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze juin 1948, constituant en corporation: A. Antoine Paré, avocat, Paul-Léo Paré, étudiant en droit, tous deux de la cité de Westmount, et David E. Howley, comptable, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire toutes opérations concernant le commerce et l'industrie du transport. Faire le transport de passagers et marchandises par voitures, camions et autres moyens de transport;

Acheter et vendre toute sorte de véhicules, moteurs, engins et accessoires, sous le nom de "United Trucking Ltd.", avec un capital de \$45,000 divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires est limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

cate, both of the city of Outremont, and Sonya Schneyer, secretary, single girl of the full age of majority, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of construction, under the name of "Ogden Construction Company", with a capital stock of \$100,000 divided into 500 common shares of a par value of \$100 each, and 500 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Goodwill Boys Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1948, incorporating without share capital: Harry Morris Stern, manager, Jack Lyon Stern, credit manager, and Sydney Feil, manufacturer, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote, organize, conduct and manage a charitable organization, without pecuniary gain;

To make and adopt a constitution and by-laws, rules and regulations, under the name of "The Goodwill Boys Inc."

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

United Trucking Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1948, incorporating: A. Antoine Paré, advocate, Paul-Léo Paré, law student, both of the city of Westmount, and David E. Howley, accountant, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all the business and trade of transportation, carriage, cartage, trucking and conveyance generally of passengers and goods;

To buy, and sell every kind of vehicles, motors, engines and accessories, under the name of "United Trucking Ltd.", with a capital stock of \$45,000 divided into 300 common shares of a par value of \$100 each, and 150 preferred shares of a par value of \$100 each.

The number of its shareholders is limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Victoria Sales Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente juin 1948, constituant en corporation: Jean-Michel Lalonde, agent d'affaires, de Verdun, Edmond G. Amann, agent d'affaires, et Dame Rita Filion Amann, épouse contractuellement séparée de biens de Edmond G. Amann, ménagère, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, vendre, acheter, importer, exporter, et sans restriction commercer tous objets ou articles se rapportant directement ou indirectement à l'exercice et à la pratique de tous sports ou exercices physiques;

Faire le commerce de frigidaires, radios, lessiveuses électriques, poêles électriques, et tous autres objets mus au moyen de l'électricité, sous le nom de "Victoria Sales Limited", avec un capital de \$30,000 divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 677, rue Richard, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Vogue Theatres Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-sept juin 1948, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, Phyllis Wharton, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder, exploiter, gérer et organiser des théâtres de vues animées, salles pour la présentation de pièces de théâtres, salles de concert, parcs d'amusements; exercer le commerce général qui consiste à fournir des divertissements au public, sous le nom de "Vogue Theatres Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Waterman Building Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq juillet 1948, constituant en corporation: David A. Schwartz, avocat, de la cité d'Outremont, Jack Schwartz, gérant de bureau, et Zoé Garon, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter le terrain et les bâtisses connus comme étant le "Waterman Building" situés aux numé-

Victoria Sales Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1948, incorporating: Jean Michel Lalonde, business agent, of Verdun, Edmond G. Amann, business agent, and Dame Rita Filion Amann, wife separate as to property by marriage contract of Edmond G. Amann, housewife, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, sell, purchase, import, export, and without any restriction deal in wares or articles connected directly or indirectly with the exercise or practice of all sports or physical training;

To deal in electric refrigerators, radios, electric washing machines, electric stoves, and all other objects operated by electricity, under the name of "Victoria Sales Limited", with a capital stock of \$30,000 divided into 300 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at No. 677 Richard Street, Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of June, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Vogue Theatres Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of June, 1948, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Kings' Counsel, Phyllis Wharton, secretary, spinster of the full age of majority, both of the city of Montreal, and Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To own, operate, manage and develop moving picture theatres, play houses, music halls, amusement parks; to carry on generally the business of furnishing amusement to the public, under the name of "Vogue Theatres Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1948.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Waterman Building Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of July, 1948, incorporating: David A. Schwartz, advocate, of the city of Outremont, Jack Schwartz, office manager, and Zoé Garon, secretary, spinster, both of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase the land and buildings known as the "Waterman Building", situate at civic Nos.

ros civiques 261-263 ouest, rue St-Jacques, en la cité de Montréal.

Posséder, administrer et exploiter, vendre, louer, échanger ou disposer de la totalité ou de toute partie dudit "Waterman Building", sous le nom de "Waterman Building Corporation", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juillet 1948.

L'Assistant-procureur général,

22745

L. DÉSILETS.

261-263 St. James Street West, in the city of Montreal;

To own, administer and operate, to sell, lease, exchange or dispose of the whole or any portion of the said "Waterman Building", under the name of "Waterman Building Corporation", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of July, 1948.

L. DÉSILETS,

22745-o

Deputy Attorney General.

Actions en séparation de biens

AVIS LÉGAL

Canada, province de Québec, district d'Iberville, Cour Supérieure, N° 5931. Dame Auglore Boudreau, domiciliée en la cité de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, épouse commune en biens de Georges Plantier, demanderesse, vs Georges Plantier, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 12ième jour de juillet 1948.

Saint-Jean, 24 juillet 1948.

L'Avocat de la demanderesse,

22746-o

JACQUES CARTIER, C.R.

AVIS LÉGAL

Canada, province de Québec, district d'Iberville, Cour Supérieure, N° 5928. Dame Adrienne Chaput, domiciliée en la cité de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, épouse commune en biens de Lionel Choinière, demanderesse, vs Lionel Choinière, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 10ième jour de juillet, 1948.

Saint-Jean, 24 juillet, 1948.

L'Avocat de la demanderesse,

22747-o

JACQUES CARTIER, C.R.

Actions for Separation as to Property

LEGAL NOTICE

Canada, Province of Quebec, District of Iberville, Superior Court, No. 5931. Mrs Auglore Boudreau, domiciled in the city of Saint-Jean, in the district of Iberville, wife common as to property of Georges Plantier, plaintiff, vs Georges Plantier, of the same place, defendant.

A suit for separation of property has been brought in this case on the 12th day of July, 1948.

Saint-Jean, July 24th, 1948.

JACQUES CARTIER, K.C.,

22746-o

Attorney for Plaintiff.

LEGAL NOTICE

Canada, Province of Quebec, District of Iberville, Superior Court, No. 5928. Mrs Adrienne Chaput, domiciled in the city of Saint-Jean, in the district of Iberville, wife common as to property of Lionel Choinière, plaintiff, vs Lionel Choinière, of the same place, defendant.

A suit for separation of property has been brought in this case on the 10th day of July, 1948.

Saint-Jean, July 24th, 1948.

JACQUES CARTIER, K.C.,

22747-o

Attorney for Plaintiff.

Avis divers

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat de Construction de Rouyn", en date du 17 juin 1948, dont le siège social est situé à Rouyn, comté de Rouyn-Noranda, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 12 juillet 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,

22748-o

JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Chantier Coopératif de St-Prospier", en date du 13 juillet 1948, dont le siège social est situé à St-Prospier, comté de Dorchester, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat de Construction de Rouyn", under date the seventeenth day of June, 1948, whereof the head office is at Rouyn, county of Rouyn-Noranda, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of July, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,

22748

Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Chantier Coopératif de St-Prospier", under date the thirteenth day of July, 1948, whereof the head office is at St-Prospier, county of Dorchester, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 23 juillet 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22749-o **JEAN BRUCHÉSI.**

Given at the office of the Provincial Secretary,
this twenty-third day of July, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
22749 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Comité Paroissial d'Action Catholique de Beauceville", en date du 3 juin 1948, dont le siège social est situé à Beauceville, comté de Beauce, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 14 juillet 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22750-o **JEAN BRUCHÉSI.**

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Comité Paroissial d'Action Catholique de Beauceville", under date the third day of June, 1948, whereof the head office is at Beauceville, county of Beauce, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this fourteenth day of July, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
22750 Under Secretary of the Province.

VILLAGE DE ST-JÉRÔME
(Comté de Lac St-Jean)

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 82, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$500.00 — D-43, 53, 90, 113.

Les dites obligations seront remboursables le 1er septembre 1948, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
22754-o **LAURENT PLOURDE.**

VILLAGE OF ST-JÉRÔME
(County of Lake St. John)

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under By-law 82, have been drawn by lots:

Denomination of \$500.00:— D-43, 53, 90, 113.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of September, 1948, from which date they shall cease to bear interest.

LAURENT PLOURDE,
22754-o Secretary-Treasurer.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif de Chantier de Saint-Gabriel", en date du 22 juillet 1948, dont le siège social est situé à Saint-Gabriel, comté de Rimouski, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 24 juillet 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22756-o **JEAN BRUCHÉSI.**

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif de Chantier de Saint-Gabriel", under date the twenty-second day of July, 1948, whereof the head office is at Saint-Gabriel, county of Rimouski, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this twenty-fourth day of July, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
22756 Under Secretary of the Province.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que le changement de nom de "Le Syndicat Professionnel des Institutrices Catholiques de la Cité de Sherbrooke" en celui de "Le Syndicat Professionnel des Instituteurs et Institutrices du District Urbain N° 21" a été autorisé par le Secrétaire de la Province le 5 juillet 1948, et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles que modifiées par 10 George VI, chapitre 20, article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 6 juillet 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22757-o **JEAN BRUCHÉSI.**

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the change of name of "Le Syndicat Professionnel des Institutrices Catholiques de la cité de Sherbrooke", into that of "Le Syndicat Professionnel des Instituteurs et Institutrices du District Urbain N° 21" has been authorized by the Provincial Secretary on July 5, 1948, and such, pursuant to the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as amended by 10 George VI, chapter 20, section 3.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this sixth day of July, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
22757 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Coopérative de Con-

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coopérative de Con-

sommaton Idéale Ste-Gertrude", en date du 28 avril 1948, dont le siège social est situé à Ste-Gertrude-Montréal-Nord, comté de Laval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 22 juin 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22764-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique de l'Industrie du Bois de Sayabec, Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 20 juillet 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sayabec, comté de Matapédia.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22758-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Coopérative d'Habitation La Famille", en date du 14 juin 1948, dont le siège est situé au Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 21 juillet 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22765-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat Catholique des Employés des Communautés Religieuses de Rivière-du-Loup", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 10 juillet 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22766-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 27 juillet 1948, les règlements, comprenant les articles I à XIX inclusivement, de l'"Association des Courtiers en Immeubles de Québec" — "Quebec Real Estate Board", tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 12 avril 1948, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276), telles qu'ajoutées par la Loi 11 George VI, chapitre 65, article 12.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 29 juillet 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22767-o JEAN BRUCHÉSI.

de Consommation Idéale Ste-Gertrude", under date the 28th day of April, 1948, whereof the head office is at Ste-Gertrude-de-Montréal-Nord, county of Laval, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of June, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
22764 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat Catholique de l'Industrie du Bois de Sayabec, Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on July 20, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sayabec, county of Matapédia.

JEAN BRUCHÉSI,
22758-o Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coopérative d'Habitation La Famille", under date the fourteenth day of June, 1948, whereof the head office is at Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of July, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
22765 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat Catholique des Employés des Communautés Religieuses de Rivière-du-Loup", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on July 10, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup.

JEAN BRUCHÉSI,
22766 Under Secretary of the Province.

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on July 27th, 1948, approved the by-laws, including articles I to XIX inclusively, of the "Association des Courtiers en Immeubles de Québec" — "Quebec Real Estate Board", as adopted at the general meeting held on the 12th of April, 1948, and such, in conformity with the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276), as added by the Act 11 George VI, chapter 65, section 12.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of July, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
22767 Under Secretary of the Province.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 27 juillet 1948, les règlements, comprenant les articles 1 à 35 inclusivement, de "La Société des Hommes d'Affaires de l'Est de Montréal", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276), telles que modifiées par 10 George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 29 juillet 1948.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22768-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Professionnel des Employés en Munitions de Saint-Paul l'Ermite", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 29 juillet 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Paul l'Ermite, comté de L'Assomption.

Le Sous-secrétaire de la Province,
22770-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-laws 1 to 35 inclusively, of "La Société des Hommes d'Affaires de l'Est de Montréal", were approved by the Honourable the Provincial Secretary, on July 27th, 1948, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276), as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of July, 1948.

JEAN BRUCHÉSI,
22768 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat Professionnel des Employés en Munitions de Saint-Paul l'Ermite", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on July 29, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Paul l'Ermite, county of L'Assomption.

JEAN BRUCHÉSI,
22770 Under Secretary of the Province.

Charte — Abandon de

MANUFACTURERS TERMINAL COMPANY LIMITED

Conformément aux dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, Manufacturers Company Terminal Limited donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec pour lui demander la permission d'abandonner sa charte et d'en obtenir l'annulation à compter de la date qu'il lui plaira de fixer.

Donné à Montréal, ce 22ième jour de juillet 1948.

MANUFACTURERS TERMINAL COMPANY LIMITED,
Par le Secrétaire,
22751-o ALLAN C. BENTLY.

Charter — Surrender of

MANUFACTURERS TERMINAL COMPANY LIMITED

Pursuant to the provisions of Part I of the Quebec Companies Act "Manufacturers Terminal Company Limited", hereby gives notice that it will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for leave to surrender its charter and for the cancellation of same from such date it may please him to fix.

Dated at Montreal, this 22nd day of July, 1948.

MANUFACTURERS TERMINAL COMPANY LIMITED,
Per ALLAN C. BENTLY,
22751 Secretary.

Département de l'Instruction publique

N° 815-48.

Québec, le 20 juillet 1948.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Lafèche, dans le comté de Champlain, le lot 692, du rang nord-est de la rivière Batiscan, du cadastre officiel de Lafèche et de l'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Adelphe, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
22738-30-2 J.-P. LABARRE.

Department of Education

No. 815-48.

Quebec, July 20, 1948.

Application is made to detach from the school municipality of Lafèche, in the county of Champlain, lot 692, of the range northeast of the Batiscan river, on the official cadastre for Lafèche, and to annex it to the school municipality of Saint-Adelphe, in the same county.

J. P. LABARRE,
22738-30-2 Superintendent of Education.

Ordre de Cour

Canada, Province de Québec, district de Québec, dans la Cour supérieure, N° 53,820. J.-D. Savard, Limitée, demanderesse; vs Ernest Thibault & Joseph Thibault, de 104 rue Fleurie, &

Rule of Court

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, in the Superior Court, No. 53,820. J. D. Savard Limitée, plaintiff; vs Ernest Thibault & Joseph Thibault, of 104 Fleurie Street, and

Route des Érables, St-Gérard Magella, P.Q.,
défendeurs ; et Les Industries G. I. Lachance,
Inc., corps politique et incorporé ayant sa prin-
pale place d'affaires à Québec, opposante ;

Route des Érables, St-Gérard Magella, P.Q.,
defendants ; and Les Industries G. I. Lachance,
Inc., a body politic and corporate having its
head office at Quebec, opposant.

AVIS

APPEL DES CRÉANCIERS

Le 26 juillet 1948 sur ordre de l'Honorable
Juge Wilfrid Edge, donné ce jour, vu l'alléga-
tion de l'insolvabilité des dits Ernest Thibault
& Joseph Thibault, de 104 rue Fleurie & Route
des Érables, St-Gérard Magella, P.Q., défen-
deurs, les créanciers des dits défendeurs qui
n'auraient pas encore produit leurs réclama-
tions sont maintenant appelés à les produire
en cette cause au bureau du Protonotaire de la
Cour Supérieure pour ce district à Québec, dans
les 15 jours de la date de la première insertion
du présent avis dans la *Gazette officielle de Qué-
bec*, conformément aux articles 673 et 674 du
Code de Procédure Civile.

Québec, 27 juillet 1948.

Les Procs. de l'Opposante,

MORAU, ALLEYN, GRENIER & LEMAY,
22759-31-2-o

NOTICE

CALL TO CREDITORS

By order of the Honourable Justice Wilfrid
Edge, given the 26th day of July, 1948, seeing
the allegations of the insolvency of the said
Ernest Thibault & Joseph Thibault, of 104
Fleurie Street and Routes des Érables, St-Gé-
rard Magella, P.Q., defendants, the creditors
of the said defendants who have not yet filed
their claims are now called to file their claims
in this case, at the office of the Prothonotary of
the Superior Court for the said district at Que-
bec, within the fifteen days from the date of the
first insertion of the present notice in the *Quebec
Official Gazette*, in conformity with Articles 673
and 674 of the Code of Civil Procedure.

Quebec, July 27, 1948.

MORAU, ALLEYN, GRENIER & LEMAY,
Attorneys for Opposant.

22759-31-2-o

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Gran-
de-Bretagne, d'Irlande et des territoires bri-
tanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi.
A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou
qu'elles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur
général,

L. DÉSILETS. ATTENDU que l'Hon-
orable Ministre des
terres et forêts de Notre
province de Québec a fait préparer, sous sa di-
rection, conformément aux dispositions de la
Loi du cadastre, un plan et un livre de renvoi
révisés d'une partie de la paroisse de St-Ambroise
de la Jeune Lorette, comprise dans les limites
de la ville de Château d'Eau, dans la division
d'enregistrement de Québec;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi révisés
font maintenant partie des archives du départe-
ment des terres et forêts, et qu'une copie exacte
a été déposée au bureau de la division d'enregis-
trément de Québec;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis
de Notre Conseil exécutif exprimés dans un décret
en date du 16 juin 1948,

Nous donnons avis du dépôt de ce plan et
livre de renvoi révisés mentionnés ci-dessus au
bureau de la division d'enregistrement qu'il
appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et

Nous fixons à la date de la publication de la
présente proclamation dans la *Gazette officielle de
Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article
3, par. c, de la Loi modifiant les articles 2174a
et 2175 du Code civil (21 Geo. V, chap. 104)
deviendront en vigueur relativement à cette
partie de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune
Lorette, comprise dans les limites de la ville de
Château d'Eau; et

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great
Britain, Ireland, and the British Dominions
beyond the Seas, King, Defender of the Faith.
To all to whom these presents shall come or
whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney
General.

WHEREAS the Honour-
able the Minister of
Lands and Forests of Our
Province of Quebec, has had prepared under his
direction, in conformity with the provisions of
the Cadastre Act, a revised plan and book of
reference of a part of the parish of Saint-Ambroise
de la Jeune Lorette, comprised within the limits
of the town of Château d'Eau, in the
Registration Division of Quebec;

WHEREAS the said revised plan and book of
reference now remain of record in the Depart-
ment of Lands and Forests and that a true copy
has been filed in the office of the Registration
Division of Quebec;

THEREFORE with the advice and consent of
Our Executive Council expressed in an order
dated June 16, 1948;

WE give notice of the filing of the said revised
plan and book of reference mentioned above in
the office of the Registration Division to which
it belongs, as mentioned above, and

WE fix the date of the publication of the
present proclamation in the *Quebec Official
Gazette*, the day upon which the provisions of
Section 3, Par. c, of the Act amending Articles
2174a and 2175, of the Civil Code (21 George V,
chapter 104), will come into force with respect
to that part of the parish of Saint-Ambroise de
la Jeune Lorette, comprised within the limits of
the town of Château d'Eau; and

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par la loi, à renouveler, dans l'année qui suit la date fixée ci-dessus, toutes les hypothèques affectant particulièrement aucun des lots au plan et livre de renvoi et non compris les hypothèques affectant tout le terrain subdivisé.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-troisième jour de juin en l'année mil neuf cent quarante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la douzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

22769-o

JEAN BRUCHÉSI.

We invite all interested parties, on pain of forfeiture of the priority provided by the Act, to renew, within the year following the date hereinabove fixed any renewal of hypothec particularly affecting any of the lots on the plan and book of reference and not including the hypothecs affecting the whole of the subdivided land.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents many concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-third day of June, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-eight, and the twelfth year of Our Reign.

By command.

JEAN BRUCHÉSI,

22769

Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

MONTROSE TRADING COMPANY LIMITED

Avis est donné que la compagnie "Montrose Trading Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 février 1948, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau à la chambre 302, 437 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce vingt-sixième jour de mai 1948.

22752-o Le Secrétaire-trésorier,
HENRI-A. DORÉ.

Canada, Province de Québec,
District de Montréal

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Tarsal Ease Shoe Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes de Québec le 24 février 1938, et ayant son siège social à 1625 rue St-Luc, Montréal, Qué., l'a transporté à 305 rue Bellechasse, Montréal, Qué.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Qué., le 13 juillet 1948.

[Sceau]

22753

Le Secrétaire,
A. A. McNIECE.

Head offices

MONTROSE TRADING COMPANY LIMITED

Notice is hereby given that the "Montrose Trading Company Limited", company incorporated by letters patent on the 19th day of February 1948, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at Suite 302, 437 St. James Street West, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at-Montreal, this twenty-sixth day of May 1948.

22752 HENRI A. DORÉ,
Secretary-Treasurer.

Canada, Province of Quebec,
District of Montreal

Notice is hereby given that "Tarsal Ease Shoe Company Limited", incorporated by Quebec letters patent on the 24th day of February, 1938, and having its head office at 1625 St. Luke Street, Montreal, Que., has moved it to 305 Bellechasse Street, Montreal, Que.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as its head office.

Dated at Montreal, Que., this 13th day of July, 1948.

[Seal]

22753-o

A. A. McNIECE,
Secretary.

Soumissions

AVIS

BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES CATHOLIQUES ROMAINS DE LA CITÉ DE SHERBROOKE

Avis public est par les présentes donné, que

Tenders

NOTICE

BOARD OF THE ROMAN CATHOLIC SCHOOL COMMISSIONERS OF THE CITY OF SHERBROOKE

Public notice is hereby given that sealed

des soumissions cachetées et endossées: "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné, jusqu'à trois heures de l'après-midi, le 24 août 1948, pour l'achat d'une émission d'obligations au montant de \$240,000.00 et celui d'une émission d'obligations au montant de \$600,000.00, toutes deux du Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques Romains de la Cité de Sherbrooke, et remboursables en séries du 1er septembre 1949 au 1er septembre 1963 inclusivement.

Les soumissions pourront être faites pour des obligations portant intérêt à un taux n'excédant pas 3½% et le taux offert pourra être le même pour le total de chaque émission ou il pourra varier selon chacune des deux émissions et selon les échéances. L'intérêt sera payable semi-annuellement les premier mars et premier septembre de chaque année. Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom apparaît dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Sherbrooke.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Ces obligations seront datées du premier septembre 1948 et remboursables en séries comme suit :

Année	Emission de	
	\$240,000.00	\$600,000.00
	Capital	Capital
1949	\$ 4,500.00	\$x22,500.00
1950	5,000.00	x23,500.00
1951	5,000.00	x24,000.00
1952	5,000.00	x25,000.00
1953	5,500.00	x26,000.00
1954	5,500.00	x27,000.00
1955	5,500.00	x28,000.00
1956	6,000.00	x28,500.00
1957	6,000.00	x29,500.00
1958	6,500.00	x31,000.00
1959	6,500.00	12,000.00
1960	7,000.00	12,500.00
1961	7,000.00	12,500.00
1962	7,500.00	13,000.00
1963	157,500.00	285,000.00

Le x indique les versements d'un octroi de \$200,000 promis par le Secrétaire de la province et payable en dix versements annuels de \$20,000.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté, fait à l'ordre du Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques Romains de la Cité de Sherbrooke et égal à 1% du montant total de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus, sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et prises en considération à une session spéciale dudit bureau, session qui sera tenue à trois heures de l'après-midi, mardi le 24 août 1948.

Le Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques Romains se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Sherbrooke, ce 23ième jour de juillet, 1948.

Ass't-secrétaire-trésorier,
MAJELLA VIGNEAULT: 22762-o

tenders and endorsed: "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned up to three o'clock in the afternoon of the 24th day of August 1948, for the purchase of an issue of bonds to the amount of \$240,000.00 and of another issue to the amount of \$600,000.00 of the Board of the Roman Catholic School Commissioners of the City of Sherbrooke, and redeemable serially from September 1st 1949 to September 1st 1963 inclusively.

Tenders may be made for bonds bearing interest at a rate not exceeding 3½% and the rate offered may be the same for the total amount of each issue or may vary according to the issue or to maturities. Interest will be payable semi-annually the first March and the first September of each year. Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or Sherbrooke.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, under authority of Chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec 1941, on any interest payment date; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

The said bonds will be dated September 1st, 1948, and be redeemable serially as follows:

Year	Issue of	
	\$240,000.00	\$600,000.00
	Capital	Capital
1949	\$ 4,500.00	x\$22,500.00
1950	5,000.00	x23,500.00
1951	5,000.00	x24,000.00
1952	5,000.00	x25,000.00
1953	5,500.00	x26,000.00
1954	5,500.00	x27,000.00
1955	5,500.00	x28,000.00
1956	6,000.00	x28,500.00
1957	6,000.00	x29,500.00
1958	6,500.00	x31,000.00
1959	6,500.00	12,000.00
1960	7,000.00	12,500.00
1961	7,000.00	12,500.00
1962	7,500.00	13,000.00
1963	157,500.00	285,000.00

The letter "x" indicates payment of a grant of \$200,000 promised by the Provincial Secretary and payable in ten annual instalments of \$20,000 each.

Each tender must be accompanied by a certified cheque to the order of the Board of Roman Catholic School Commissioners of the City of Sherbrooke, equal to 1% of the total amount of the loan and must specify whether the price offered includes or not accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and taken into consideration at a special meeting of the said Board, to be held at three o'clock in the afternoon, Tuesday, the 24th of August, 1948.

The Board of Roman Catholic School Commissioners of the City of Sherbrooke does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Sherbrooke, this 23rd day of July, 1948.

MAJELLA VIGNEAULT,
Ass't-Secretary-Treasurer. 22762-o

Province de Québec

CITÉ DE SHERBROOKE
(Comté de Sherbrooke)

Soumissions pour obligations

Avis public est par les présentes donné que des soumissions écrites, cachetées et endossées: "Soumission pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 5.00 heures de l'après-midi, mardi, le 17 août 1948, pour l'achat d'obligations municipales de la Cité de Sherbrooke, au montant de \$975,000.00 émises sous l'autorité du Règlement N° 677. Les obligations seront datées du 1er juillet 1948 et seront remboursées en séries du 1er juillet 1949 au 1er juillet 1973 inclusivement, l'intérêt étant payable semi-annuellement le 1er juillet et 1er janvier de chaque année.

Les obligations échéant du 1er juillet 1949 au 1er juillet 1958 inclusivement, portent intérêt au taux de 2½% par an; celles échéant du 1er juillet 1959 au 1er juillet 1968 inclusivement, portent intérêt au taux de 3% par an; celles échéant du 1er juillet 1969 au 1er juillet 1973 inclusivement, portent intérêt au taux de 3¼% par an.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$975,000.00—15 ans

Année	Capital
1er juillet 1949.....	\$ 5,000.00
1er juillet 1950.....	10,000.00
1er juillet 1951.....	10,000.00
1er juillet 1952.....	15,000.00
1er juillet 1953.....	20,000.00
1er juillet 1954.....	20,000.00
1er juillet 1955.....	20,000.00
1er juillet 1956.....	20,000.00
1er juillet 1957.....	20,000.00
1er juillet 1958.....	25,000.00
1er juillet 1959.....	35,000.00
1er juillet 1960.....	35,000.00
1er juillet 1961.....	35,000.00
1er juillet 1962.....	35,000.00
1er juillet 1963.....	35,000.00
1er juillet 1964.....	35,000.00
1er juillet 1965.....	35,000.00
1er juillet 1966.....	45,000.00
1er juillet 1967.....	45,000.00
1er juillet 1968.....	45,000.00
1er juillet 1969.....	70,000.00
1er juillet 1970.....	70,000.00
1er juillet 1971.....	70,000.00
1er juillet 1972.....	110,000.00
1er juillet 1973.....	110,000.00

Le capital et les intérêts sont payables au choix du porteur à Sherbrooke, Québec ou Montréal. L'émission comprend 768 obligations de \$1,000. chacune et 414 obligations de \$500. chacune. Les dites obligations pourront être enregistrées gratuitement, quant au capital, au bureau du sous-signé et la livraison des titres sera faite dans les 15 jours suivant l'adjudication.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212, des Statuts Refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toutes échéances d'intérêts. Cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté fait à l'ordre de la cité de Sherbrooke, égal à 1% du montant total de l'émission, et devra spécifier si le prix offert comprend ou non les intérêts accrus.

Les soumissions seront prises en considération à une séance du Conseil spécialement convo-

Province of Quebec

CITY OF SHERBROOKE
(County of Sherbrooke)

Tenders for Bonds

Public notice is hereby given that written and sealed tenders endorsed: "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned until five o'clock in the afternoon, Tuesday, August 17th, 1948, for the purchase of city of Sherbrooke bonds amounting to \$975,000.00. issued under authority of By-law No. 677. The said bonds are dated July 1st 1948 and mature in series from July 1st 1949 to July 1st 1973 inclusively, interest payable semi-annually on the 1st day of July and January, each year.

Bonds maturing from July 1st 1949 to July 1st 1958 inclusively, bear interest at the rate of 2½% per year; bonds maturing from July 1st 1959 to July 1st 1968 inclusively, bear interest at the rate of 3%, per year; bonds maturing from July 1st 1969 to July 1st 1973 inclusively, bear interest at the rate of 3¼% per year.

The table of Redemption is as follows:

Table of Redemption—\$975,000.00—15 years

Year	Capital
July 1, 1949.....	\$ 5,000.00
July 1, 1950.....	10,000.00
July 1, 1951.....	10,000.00
July 1, 1952.....	15,000.00
July 1, 1953.....	20,000.00
July 1, 1954.....	20,000.00
July 1, 1955.....	20,000.00
July 1, 1956.....	20,000.00
July 1, 1957.....	20,000.00
July 1, 1958.....	25,000.00
July 1, 1959.....	35,000.00
July 1, 1960.....	35,000.00
July 1, 1961.....	35,000.00
July 1, 1962.....	35,000.00
July 1, 1963.....	35,000.00
July 1, 1964.....	35,000.00
July 1, 1965.....	35,000.00
July 1, 1966.....	45,000.00
July 1, 1967.....	45,000.00
July 1, 1968.....	45,000.00
July 1, 1969.....	70,000.00
July 1, 1970.....	70,000.00
July 1, 1971.....	70,000.00
July 1, 1972.....	110,000.00
July 1, 1973.....	110,000.00

Capital and interest are payable at the holder's option at Sherbrooke, Quebec and Montreal. The issue includes 768 bonds of \$1,000. each and 414 bonds of \$500. each. Said bonds may be registered, free of charge as to capital, at the office of the undersigned, and the bonds will be delivered within 15 days following the acceptance of the tender.

The said bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, subject to be redeemed by anticipation in whole or in part, at par, at any interest maturity date. However, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque payable to the order of the city of Sherbrooke, equal to 1% of the total amount of the issue and must specify if the price offered includes or does not include accrued interest.

Tenders will be considered at a special meeting of the Council to be held on Tuesday, August 17th

quée à cette fin, mardi, le 17 août 1948, à 5.00 heures p.m., dans la salle des délibérations du Conseil, à l'Hôtel de Ville, ou aux ajournements de la dite séance spéciale.

La cité de Sherbrooke ne s'engage pas à accepter la plus élevée ni aucune des soumissions.

Donné à Sherbrooke, ce 26 juillet 1948.

22763-o Le Greffier,
ANT. DESLAURIERS.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE BELOEIL
COMTÉ DE VERCHÈRES

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné jusqu'à 4 heures de l'après-midi, lundi le seizième jour du mois d'août 1948, pour l'achat de \$70,000.00 d'obligations de la corporation municipale de la ville de Beloeil, datées du premier septembre mil neuf cent quarante-huit et remboursables en séries du 1er septembre 1949 au premier septembre 1965 inclusivement, avec l'intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et septembre de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$70,000—17 ans

Année	Capital
1er septembre 1949	\$2,000.00
1er septembre 1950	2,000.00
1er septembre 1951	3,000.00
1er septembre 1952	3,000.00
1er septembre 1953	3,000.00
1er septembre 1954	3,000.00
1er septembre 1955	3,000.00
1er septembre 1956	4,000.00
1er septembre 1957	4,000.00
1er septembre 1958	4,000.00
1er septembre 1959	4,000.00
1er septembre 1960	5,000.00
1er septembre 1961	6,000.00
1er septembre 1962	6,000.00
1er septembre 1963	6,000.00
1er septembre 1964	6,000.00
1er septembre 1965	6,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Beloeil.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair, à toute échéance d'intérêt en vertu des dispositions du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le seizième jour du mois d'août 1948, à 8 heures de l'après-midi, à la salle municipale de Beloeil.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beloeil, ce 24 juillet 1948.

[Sceau]
22760-o

Le Secrétaire,
ROGER GOULET,

1948, 5.00 p.m., in the Council Room, at the City Hall, or at the adjournments of the said special meeting.

The city of Sherbrooke does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Sherbrooke, this 26th day of July 1948.

22763-o ANT. DESLAURIERS,
City Clerk.

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF BELOEIL
COUNTY OF VERCHÈRES

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned until 4 o'clock in the afternoon, Monday, the sixteenth day of the month of August 1948, for the purchase of an issue of \$70,000.00 of bonds of the municipal corporation of the Town of Beloeil, dated September 1st, 1948, and redeemable serially from September 1st 1948, to September 1st 1965 inclusively with interest at the rate not exceeding 3½% per annum payable semi-annually on the 1st of March and on the 1st of September of each year. The rate of interest offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—\$70,000.00—17 years

Year	Capital
September 1, 1949.	\$2,000.00
September 1, 1950.	2,000.00
September 1, 1951.	3,000.00
September 1, 1952.	3,000.00
September 1, 1953.	3,000.00
September 1, 1954.	3,000.00
September 1, 1955.	3,000.00
September 1, 1956.	4,000.00
September 1, 1957.	4,000.00
September 1, 1958.	4,000.00
September 1, 1959.	4,000.00
September 1, 1960.	5,000.00
September 1, 1961.	6,000.00
September 1, 1962.	6,000.00
September 1, 1963.	6,000.00
September 1, 1964.	6,000.00
September 1, 1965.	6,000.00

The Capital and interest are payable at the Bank mentioned in the loan procedure, in Montreal, in Quebec or in Beloeil.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed shall be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a sitting of the council to be held on the sixteenth day of the month of August 1948, at 8 o'clock in the afternoon, at the municipal hall of Beloeil.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Beloeil, this 24th day of the month of July 1948.

[Seal]
22760-o

ROGER GOULET,
Secretary.

Province de Québec

COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ
D'ÉLY SUD
(Maintenant appelée Municipalité de Valcourt)
Comté de Shefford

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à huit heures (8) de l'après-midi, lundi le seize août mil neuf cent quarante-huit, pour l'achat d'une émission d'obligations des Commissaires d'écoles pour la municipalité d'Ely Sud, au montant de cent mille dollars (\$100,000.00).

Ces obligations, datées du premier décembre mil neuf cent quarante-sept seront remboursables en séries, à compter du premier décembre mil neuf cent quarante-huit, au premier décembre mil neuf cent soixante-deux inclusivement, avec intérêt à un taux de trois et demi (3½%) par année, payable semi-annuellement les premiers décembre et premier juin de chaque année.

Le tableau d'amortissement du capital est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$100,000.00—15 ans

Année	Capital
1er décembre 1948.	\$x 9,800.00
1er décembre 1949.	x 10,100.00
1er décembre 1950.	x 10,400.00
1er décembre 1951.	x 10,700.00
1er décembre 1952.	x 11,000.00
1er décembre 1953.	1,300.00
1er décembre 1954.	1,400.00
1er décembre 1955.	1,400.00
1er décembre 1956.	1,400.00
1er décembre 1957.	1,500.00
1er décembre 1958.	1,500.00
1er décembre 1959.	1,600.00
1er décembre 1960.	1,600.00
1er décembre 1961.	1,700.00
1er décembre 1962.	34,600.00

Le x indique les versements d'un octroi au montant total de \$50,000 promis par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements annuels de \$10,000.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Valcourt, à Montréal ou à Québec.

Les dites obligations pourront, en vertu des dispositions du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à un pour cent du montant de cette émission et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles de la Municipalité d'Ely Sud, arrondissement numéro 1, portant, depuis le 1er juillet 1948, le nom de "Municipalité scolaire de Valcourt", devant être tenue le seizième jour du mois d'août mil neuf cent quarante-huit, à huit heures de l'après-midi, au bureau du secrétaire-trésorier.

Les Commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY
OF THE TOWNSHIP OF SOUTH ELY
(Now called the School municipality of Valcourt)
County of Shefford

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to eight (8) o'clock in the evening, Monday the sixteenth day of August, one thousand nine hundred and forty-eight, for the purchase of an issue of bonds of the school commissioners for the municipality of South Ely, for the amount of one hundred thousand dollars (\$100,000).

The said bonds, dated the first of December, one thousand nine hundred and forty-seven, will be redeemable serially, from the first of December, one thousand nine hundred and forty-eight to the first of December, one thousand nine hundred and sixty-two, inclusively, with interest at the rate of three and one half per cent (3½%) per annum, payable semi-annually the first of December and first of June of each year.

The table of redemption of capital is as follows:

Table of Redemption — \$100,000.00 — 15 years.

Year	Capital
1st December, 1948.	\$x 9,800.00
1st December, 1949.	x 10,100.00
1st December, 1950.	x 10,400.00
1st December, 1951.	x 10,700.00
1st December, 1952.	x 11,000.00
1st December, 1953.	1,300.00
1st December, 1954.	1,400.00
1st December, 1955.	1,400.00
1st December, 1956.	1,400.00
1st December, 1957.	1,500.00
1st December, 1958.	1,500.00
1st December, 1959.	1,600.00
1st December, 1960.	1,600.00
1st December, 1961.	1,700.00
1st December, 1962.	34,600.00

The letter x indicates payments of a grant to the total amount of \$50,000 promised by the Provincial Secretary and payable in five annual instalments of \$10,000.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Valcourt, Montreal or Quebec.

The said bonds may, under the provisions of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one per cent of the amount of the issue and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners for the Municipality of South Ely, district No. 1, bearing since the 1st of July, 1948, the name of the "School Municipality of Valcourt", to be held on the sixteenth day of the month of August, one thousand nine hundred and forty-eight, at eight o'clock in the evening, in the office of the Secretary-Treasurer.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Valcourt (Shefford), ce vingt juillet mil neuf cent quarante-huit.

2755-o

Le Secrétaire-trésorier,
J.-ANDRÉ DUROCHER.

Valcourt, (Shefford), this twentieth day of July, one thousand nine hundred and forty-eight.

22755

J. ANDRÉ DUROCHER,
Secretary-Treasurer.

Province de Québec

Province of Quebec

COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ
DE BRÉBOEUF
(Comté de Terrebonne)

SCHOOL COMMISSIONERS OF THE MUNICIPALITY
OF BRÉBOEUF
(County of Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi, lundi le seizième jour du mois d'août 1948, pour l'achat de \$46,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Brébœuf, comté de Terrebonne, datées du 1er juin 1948 et remboursables en séries du 1er juin 1949 au 1er juin 1963 inclusivement. Les obligations porteront intérêt à un taux n'excédant pas 3½% payable semi-annuellement le 1er juin et le 1er décembre de chaque année suivant le tableau d'amortissement ci-après. Le taux d'intérêt peut être le même ou peut varier suivant les échéances.

Tableau d'amortissement—\$46,000.00—15 ans

Année	Capital
1er juin 1949.....	x\$5,700.00
1er juin 1950.....	x 5,900.00
1er juin 1951.....	x 6,100.00
1er juin 1952.....	x 6,300.00
1er juin 1953.....	x 6,600.00
1er juin 1954.....	500.00
1er juin 1955.....	600.00
1er juin 1956.....	600.00
1er juin 1957.....	600.00
1er juin 1958.....	600.00
1er juin 1959.....	600.00
1er juin 1960.....	700.00
1er juin 1961.....	700.00
1er juin 1962.....	700.00
1er juin 1963.....	9,800.00

Le x indique les versements d'un octroi au montant total de \$31,200 promis par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements annuels de \$6,240.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à St-Jovite, à Montréal ou à Québec.

Les dites obligations pourront, en vertu des dispositions du chapitre 212, Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles pour la municipalité de Brébœuf devant être tenue le seizième jour du mois d'août 1948, à 8.00 heures de l'après-midi, à la salle des délibérations de la commission scolaire, à l'école N° 1, de Brébœuf.

Les commissaires d'écoles de la municipalité de Brébœuf se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Brébœuf, ce vingt-troisième jour du mois de juillet 1948.

[Sceau]

Le Secrétaire-trésorier,
FRANÇOIS COUPAL.

22761-o

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned until five o'clock in the afternoon, on Monday, the sixteenth day of the month of August, 1948, for the purchase of \$46,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of Brébœuf, county of Terrebonne, dated June 1st, 1948, and redeemable serially, from the 1st of June, 1949 to the 1st of June 1963 inclusively. The bonds shall bear interest at a rate not exceeding 3½% payable semi-annually, on the 1st of June and the 1st of December of each year, as per Redemption Table hereunder. The rate of interest offered may be the same or may vary according to maturities.

Table of Redemption—\$46,000.00—15 years

Year	Capital
1st June, 1949.....	x\$5,700.00
1st June, 1950.....	x 5,900.00
1st June, 1951.....	x 6,100.00
1st June, 1952.....	x 6,300.00
1st June, 1953.....	x 6,600.00
1st June, 1954.....	500.00
1st June, 1955.....	600.00
1st June, 1956.....	600.00
1st June, 1957.....	600.00
1st June, 1958.....	600.00
1st June, 1959.....	600.00
1st June, 1960.....	700.00
1st June, 1961.....	700.00
1st June, 1962.....	700.00
1st June, 1963.....	9,800.00

The letter x indicates the payment of a grant to the total amount of \$31,200 promised by the Provincial Secretary and payable in five annual instalments of \$6,240.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at St-Jovite, Montreal or Quebec.

The said bonds may, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, at par, at any interest payment date; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to the time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners of the Municipality of Brébœuf, to be held on the sixteenth day of the month of August, 1948, at 8 o'clock in the evening at the meeting hall of the School Commissioners, at the No. 1 school of Brébœuf.

The School Commissioners of the Municipality of Brébœuf, do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Brébœuf, this twenty-third day of the month of July, 1948.

[Sceau]

FRANÇOIS COUPAL,
Secretary-Treasurer.

22761-o

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
C.S. District de Montréal

Montréal, à savoir: { **LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC**, représentant Sa Majesté le Roi, aux droits de la province, demandeur; vs **STANDARD CONSTRUCTION & INVESTMENT CORPORATION, Limited**, défenderesse.

Ces certains lots de terre situés au nord-est, coin du chemin du haut de Lachine et de l'avenue Woodland dans la paroisse de Pointe Claire, connus et désignés comme étant les numéros de resubdivision un, deux, trois, quatre, cinq et six du numéro de subdivision soixante-six du lot officiel numéro sept aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe Claire (Nos 7-66-1, 2, 3, 4, 5 & 6) lesdits lots contenant ensemble cent-vingt pieds de largeur par une profondeur irrégulière et une superficie totale de trente-neuf mille six cent vingt-cinq pieds; avec le droit de passage au fleuve Saint-Laurent sur les vingt-cinq pieds à l'est de la subdivision numéro un du lot numéro sept (7-1) aux plan et livre de renvoi officiels, en commun avec d'autres y ayant droit.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUF SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Montréal, 27 juillet 1948.
[Première insertion, 31 juillet 1948]

Le Shérif,
L.-P. CAISSE.
22771-31-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure

N° 10065. { **MOISE ROSS**, industriel de Saint-Adelme, comté de Matane, district de Rimouski, demandeur; vs **GÉRARD GAGNÉ**, cultivateur de Saint-Adelme, comté de Matane, district de Rimouski, défendeur.

Une terre située en Saint-Adelme de Matane portant les numéros 373 et 375 du 5ième rang, contenant sept arpents de front sur vingt-huit arpents de profondeur, borné au nord par le fronteau entre le quatrième et le cinquième rang, à l'est par la propriété de Lucien Gagnon, au sud par le fronteau entre le cinquième et le sixième rang, à l'ouest par la propriété de Albert Desrosiers tel que contenu dans les bornes ci-dessus, avec bâtisses dessus construites appartenances et dépendances.

Le lot N° 6, rang 8, contenant 84 acres environ dans le canton Saint-Denis de Matane, district de Rimouski, borné au nord par le fronteau 7, à l'est par Edgar Ouellet au sud par les écarts du petit Matane, à l'ouest par Damase Ouellet, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Adelme, comté de Matane, le DIX AOUT, 1948, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Rimouski, le 6 juillet 1948.
[Première insertion: 10 juillet 1948]

Le Shérif,
CHARLES GARON.
22637-28-2

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: { **THE ATTORNEY GENERAL OF THE PROVINCE OF QUEBEC**, representing His Majesty the King, in the rights of the Province, plaintiff; vs **STANDARD CONSTRUCTION & INVESTMENT CORPORATION, Limited**, defendant.

Those certain lots of land situate at the North East, corner of High Lachine Road and Woodland Avenue in the parish of Pointe Claire, known and designated as Resubdivision Numbers One, Two, Three, Four, Five and Six of Subdivision Number Sixty-six of official lot number Seven on the Official Plan and Book of Reference of the parish of Pointe Claire (Nos. 7-66-1, 2, 3, 4, 5 & 6) containing said lots together one hundred and twenty-feet in width by an irregular depth and a total superficial area of thirty-nine thousand six hundred and twenty-five feet; with the right of passage to and from the River St. Lawrence on the Easterly twenty-five feet of Subdivision Number One of Lot Number Seven (7-1) common on the Official Plan and Book of Reference, in common with others having rights therein.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the NINE of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Montreal, July 27th 1948.
[First insertion, July 31, 1948]

L.-P. CAISSE,
Sheriff.
22771-31-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Superior Court

No. 10065. { **MOISE ROSS**, manufacturer, of Saint-Adelme, county of Matane, district of Rimouski, plaintiff; vs **GÉRARD GAGNÉ**, farmer, of Saint-Adelme, district of Rimouski, defendant.

A farm, situate in Saint-Adelme de Matane, bearing numbers 373 and 375 of the 5th range, measuring seven arpents in front by twenty-eight arpents in depth, bounded on the north by the "fronteau" between the fourth and fifth range, on the east by the property of Lucien Gagnon, on the south by the "fronteau" between the fifth and sixth range, on the west by the property of Albert Desrosiers as contained within the above mentioned boundaries, with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

Lot No. 6, range 8, containing about 84 acres, in the township of Saint-Denis de Matane, district of Rimouski, bounded on the north by the fronteau 7, on the east by Edgar Ouellet, on the south by the bluffs (écarts) of the Petite Matane, on the west by Damase Ouellet, with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint-Adelme, county of Matane, on the TENTH of AUGUST, 1948, at TEN o'clock of the forenoon.

Sheriff's Office, Rimouski, July 6, 1948.
[First insertion: July 10, 1948]

CHARLES GARON,
Sheriff.
22637-28-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 31

Index of the Quebec Official Gazette, No. 31

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Boudreau vs Plantier.	2125
Chaput vs Choinière.	2125

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2111

AVIS DIVERS:

Association des Courtiers en Immeu- bles de Québec — Quebec Real Estate Board (Règlements).	2127
Chantier Coopératif de St-Prosper (Fondation).	2125
Comité Paroissial d'Action Catholique de Beauceville (Fondation).	2126
Coopérative de Consommation Idéale Ste-Gertrude (Fondation).	2126
Coopérative d'Habitation La Famille (Fondation).	2127
La Société des Hommes d'Affaires de l'Est de Montréal (Règlements).	2128
Le Syndicat Catholique des Employés des Communautés Religieuses de Rivière-du-Loup (Formation).	2127
Le Syndicat Professionnel des Institu- teurs et Institutrices du District Urbain No 21 (Nom changé).	2126
St-Jérôme, village de (Tirage d'obli- gations).	2126
Syndicat Catholique de l'Industrie du Bois de Sayabec, Inc. (Formation). ..	2127
Syndicat Coopératif de Chantier de Saint-Gabriel (Fondation).	2126
Syndicat de Construction de Rouyn (Fondation).	2125
Syndicat Professionnel des Employés en Munitions de St-Paul l'Ermite (For- mation).	2128

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Boudreau vs Plantier.	2125
Chaput vs Choinière.	2125

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2111

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Courtiers en Immeu- bles de Québec — Quebec Real Estate Board (By-laws).	2127
Chantier Coopératif de St-Prosper (Fondation).	2125
Comité Paroissial d'Action Catholique de Beauceville (Fondation).	2126
Coopérative de Consommation Idéale Ste-Gertrude (Fondation).	2126
Coopérative d'Habitation La Famille (Fondation).	2127
La Société des Hommes d'Affaires de l'Est de Montréal (By-laws).	2128
Le Syndicat Catholique des Employés des Communautés Religieuses de Rivière-du-Loup (Formation).	2127
Le Syndicat Professionnel des Institu- teurs et Institutrices du District Urbain No 21 (Name changed).	2126
St-Jérôme, village of (Drawing of bonds).	2126
Syndicat Catholique de l'Industrie du Bois de Sayabec, Inc. (Formation). ..	2127
Syndicat Coopératif de Chantier de Saint-Gabriel (Fondation).	2126
Syndicat de Construction de Rouyn (Fondation).	2125
Syndicat Professionnel des Employés en Munitions de St-Paul l'Ermite (For- mation).	2128

CHARTER — ABANDON DE:

Manufacturers Terminal Company Li- mited.	2128
---	------

CHARTER — SURRENDER OF:

Manufacturers Terminal Company Li- mited.	2128
---	------

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Lafèche, munic. scolaire de.	2128
-----------------------------------	------

EDUCATION:

Lafèche, school munic. of.	2128
---------------------------------	------

LETTRES PATENTES:

LETTERS PATENT:

Aberton Co. Ltd.	2112
Ant. Bernier Inc.	2113
Barbeau Glass Ltd.	2113
Bijouterie Lamothe Ltée.	2113
Chez Leo Incorporated.	2114
Christine Sportswear Inc.	2114
Compton Lumber Limited.	2115
Convoy Silks Ltd.	2115
Crémérie St-Jérôme Ltée.	2116
Distribution Moderne Ltée — Modern Distribution Ltd.	2116
E. Tousignant Inc.	2116
Excelsior Woollen Inc.	2117
Forestville Recreation Club Inc.	2117
Harvard Products Inc.	2117
H. C. Sheffer, Inc.	2118
Henri Aubut Inc.	2118
La Cie René Beaudet d'Arvida Ltd.	2119

Aberton Co. Ltd.	2112
Ant. Bernier Inc.	2113
Barbeau Glass Ltd.	2113
Bijouterie Lamothe Ltée.	2113
Chez Leo Incorporated.	2114
Christine Sportswear Inc.	2114
Compton Lumber Limited.	2115
Convoy Silks Ltd.	2115
Crémérie St-Jérôme Ltée.	2116
Distribution Moderne Ltée — Modern Distribution Ltd.	2116
E. Tousignant Inc.	2116
Excelsior Woollen Inc.	2117
Forestville Recreation Club Inc.	2117
Harvard Products Inc.	2117
H. C. Sheffer, Inc.	2118
Henri Aubut Inc.	2118
La Cie René Beaudet d'Arvida Ltd.	2119

L'Artisanat de Sainte-Hélène de Beakey-ville Limitée	2119	L'Artisanat de Sainte-Hélène de Breakey-ville Limitée	2119
Lemax Holdings Inc.	2119	Lemax Holdings Inc.	2119
L'Hôpital Saint-Augustin	2120	L'Hôpital Saint-Augustin	2120
L'Oeuvre des Terrains de Jeux d'Alma-ville	2120	L'Oeuvre des Terrains de Jeux d'Alma-ville	2120
Martin & Sands Co.	2121	Martin & Sands Co.	2121
Milk for Health, Incorporated — La Santé par le Lait, Incorporée	2121	Milk for Health, Incorporated — La Santé par le Lait, Incorporée	2121
Monlac Construction Limitée — Monlac Construction Limited	2122	Monlac Construction Limitée — Monlac Construction Limited	2122
Noranda Bread Co. Ltd.	2122	Noranda Bread Co. Ltd.	2122
Ogden Construction Company	2122	Ogden Construction Company	2122
The Goodwill Boys Inc.	2123	The Goodwill Boys Inc.	2123
United Trucking Ltd.	2123	United Trucking Ltd.	2123
Victoria Sales Limited	2124	Victoria Sales Limited	2124
Vogue Theatres Ltd.	2124	Vogue Theatres Ltd.	2124
Waterman Building Corporation	2124	Waterman Building Corporation	2124
ORDRE DE COUR:		RULE OF COURT:	
J. D. Savard Limitée vs Thibault <i>et al.</i>	2128	J. D. Savard Limitée vs Thibault <i>et al.</i>	2128
PROCLAMATION:		PROCLAMATION:	
Concernant la mise en vigueur du cadastre révisé d'une partie de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, comprise dans les limites de la ville de Château d'Eau	2129	Concerning the coming into force of the revised cadastre of a part of the parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette, comprised within the limits of the town of Château d'Eau	2129
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Montrose Trading Company Limited	2130	Montrose Trading Company Limited	2130
Tarsal Ease Shoe Company Limited	2130	Tarsal Ease Shoe Company Limited	2130
SOUSSIONS:		TENDERS:	
Belœil, ville de	2133	Belœil, Town of	2133
Brébeuf, commissaire d'écoles de	2135	Brébeuf, School Commissioners of	2135
Ely Sud, commissaires d'écoles du canton de	2134	South Ely, School Commissioners of the Township of	2134
Sherbrooke, cité de	2132	Sherbrooke, City of	2132
Sherbrooke, commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de	2130	Sherbrooke, Roman Catholic School Commissioners of the City of	2130
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
MONTREAL:		MONTREAL:	
Le Procureur général de la province de Québec vs Standard Construction & Investment Corporation, Limited	2136	The Attorney General of the Province of Quebec vs Standard Construction & Investment Corporation, Limited	2136
RIMOUSKI:		RIMOUSKI:	
Ross vs Gagné	2136	Ross vs Gagné	2136
22772-o		22772-o	